

Résumé

de l'actualité économique,
financière et sociale du Gabon

*Présentation des articles sur l'économie gabonaise,
parus dans la presse nationale et internationale*

N° 51 – SEPTEMBRE 2014

Avant-propos

Le 51^e numéro du **Résumé de l'actualité** donne un aperçu des informations à caractère économique et financier, parues dans la presse locale et étrangère au cours de la première quinzaine du mois de Septembre 2014. Elles concernent notamment :

SOMMAIRE

ACTUALITE DES SECTEURS..... page 3

- MINES ET HYDROCARBURES

. Total Gabon : des chiffres en hausse au 2^e trimestre 2014 ... page 3

-TRANSPORT AERIEN

. Le trafic aérien en hausse de 9% au 1^{er} semestre 2014..... page 3

- FINANCE PUBLIQUE-ECONOMIE

*. Le Gabon émet 320 milliards de FCFA d'emprunt obligataire
Sur les marchés financiers internationaux page 4*

➤ **Les Mines hydrocarbures** : l'embellie se confirme pour Total Gabon au 2^e trimestre 2014.

➤ **Transport** : net progression du nombre de passagers transitant par les trois principaux aéroports.

➤ **Finance publique-économie**: recommandations de la Banque Mondiale pour appuyer les autorités gabonaises dans la politique de diversification de ses

exportations.

- **Intégration sous-régionale** : préparation des textes pour la création du comité de stabilité financière pour la CEMAC.
- **Coopération internationale**: consolidation de la coopération bilatérale Tunisie-Gabon avec la signature de six nouveaux accords.

. *Rapport sur la diversification et la compétitivité des exportations au Gabon* page 5

INTEGRATION SOUS-REGIONALE

. *CEMAC lance son comité de stabilité financière* Page 6

COOPERATION INTERNATIONALE

. *Visite officielle du Chef de l'Etat en Tunisie* page 7

ACTUALITE DES SECTEURS

MINES ET HYDROCARBURES

Total Gabon: Des chiffres en hausse au 2^e trimestre 2014

Total Gabon annonce pour le 2^e trimestre 2014 un chiffre d'affaires de 490 millions de dollars, en progression de 64%. Le Gabon reste le 4^{ème} producteur d'or noir en Afrique subsaharienne.

Cette hausse s'explique par :

- l'augmentation des échanges de brut avec les partenaires (+7 %, soit +20 millions de dollars) ;
- les prestations pour tiers (+2 %, soit +8 millions de dollars) ;
- une très légère hausse de sa production de pétrole, +2 %, à 57 900 barils/jour par rapport à

57 000 barils/jour au premier trimestre 2014 ;

- les investissements s'élèvent à 224 millions de dollars contre 138 millions de dollars au premier trimestre 2014.

Malgré ces investissements importants, le résultat net du deuxième trimestre 2014 est de 50 millions de dollars contre 67 millions de dollars au premier trimestre. Cette baisse est principalement liée à la hausse des dépenses non récurrentes dans les coûts d'exploitations.

Sources : gaboneco.com du 4 Septembre 2014
lesafriques.com du 2 Septembre 2014

TRANSPORT

Le trafic aérien en hausse de 9% au 1^{er} semestre 2014

Les statistiques du transport aérien au Gabon enregistrent de meilleurs résultats pour le 1^{er} semestre 2014 que ceux de l'année précédente.

En effet le nombre de passagers est en progression de 9,23%, soit 451 846 par rapport au 1^{er} semestre 2013.

On note que les passagers des vols domestiques et internationaux vers les autres pays d'Afrique centrale ont constitué l'essentiel du contingent.

Cette embellie trouve son explication dans la conjugaison de plusieurs facteurs tels que :

- l'environnement économique favorable marqué par la hausse des investissements et des opportunités d'affaire que représente le Gabon ;
- la rénovation des installations techniques, les travaux d'entretien de l'aérogare et de la piste d'atterrissage pour une meilleure offre aux usagers.

Source : L'Union n° 11622 du 5 Septembre 2014

gabonreview.com du 5 Septembre 2014

FINANCES PUBLIQUES – ECONOMIE

Le Gabon émet 320 milliards de FCFA d'emprunt obligataire sur les marchés financiers internationaux

L'Etat gabonais par le biais du Ministère de l'Economie a procédé le 12 septembre 2014, au lancement officiel d'une émission d'Obligations du Trésor Assimilables (OTA).

L'Etat compte ainsi récolter un montant global de 320 milliards de FCFA, dont 270 milliards de francs auprès des créanciers extérieurs et les 50 milliards de francs restants, sous la forme d'Obligations Assimilables, seront mobilisés auprès du marché sous-régional.

Pour le compte du Trésor public gabonais, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a été chargée d'assurer l'organisation matérielle des émissions des titres et leurs répartitions entre différents établissements de crédit agréés en qualité de Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT).

Ces emprunts serviront à financer :

- les chantiers en cours (travaux routiers, aménagement et restructuration des aéroports, aménagement du port en eau

- profonde de Mayumba et du port inter modal de Ndjolé, poursuite de la construction du barrage hydroélectrique de Ngoulmendjim, sécurisation du réseau national de transport d'électricité...);
- les nouveaux projets d'infrastructures appelés à être les catalyseurs de la politique de développement lancée par les plus hautes autorités ;
- le déploiement des infrastructures numériques sur l'ensemble du territoire national afin d'interconnecter l'ensemble des capitales provinciales ;
- l'élaboration du plan géomatique devant permettre au Gabon de constituer son système d'information géo-spatiale ;
- la création de la Société de patrimoine des infrastructures numériques et la numérisation des grands registres de l'Etat.

Source : gabonco.com du 15 Septembre 2014

Rapport sur la diversification et la compétitivité des exportations au Gabon

Le diagnostic de la Banque mondiale

Le Directeur des opérations pour la Banque mondiale (BM) au Gabon, Gregor BINKERT a présenté au Premier Ministre, Pr Daniel ONA ONDO et à différentes personnalités, le rapport 2014 sur la diversification et la compétitivité des exportations du Gabon.

Ce document fait une analyse des potentialités et des contraintes de la diversification des exportations et met à jour les limites d'une politique de diversification des exportations basée uniquement sur des incitations à la demande pour les secteurs sélectionnés et les grandes multinationales. Il a été élaboré dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie d'intervention 2012-2016 de la BM au Gabon.

Le Gabon occupe dans le compartiment des pays africains les plus compétitifs, la 11^{ème} place du classement devant des puissances économiques africaines telles que le Nigéria, première économie du continent en 2014. Au niveau mondial, le Gabon occupe la 106^{ème} place.

En Afrique, c'est l'Ile Maurice et l'Afrique du Sud respectivement 39^{ème} et 56^{ème} du classement mondial qui figurent en haut du classement en occupant les deux premières places du "Top 10 africain".

Des recommandations ont été proposées pour appuyer la stratégie nationale de l'économie gabonaise en encourageant les autorités à intensifier les efforts en matière de développement et d'amélioration de la qualité des ressources humaines.

Tout en incitant les autorités gabonaises à poursuivre les efforts engagés depuis quelques années, la BM propose les recommandations suivantes :

- le développement des capacités de production nationale ;
- un climat d'investissement attractif et transparent lié à l'innovation;
- l'amélioration de la qualité et la réduction du coût des services d'infrastructures et d'énergie
- l'amélioration de la qualité des services logistiques et des ressources humaines ;
- le soutien des réformes visant au développement d'un tissu de PME locales dynamiques.

Sources : L'Union n° 11627 du 11 Septembre 2014, p 4

- agencecofin.com du 3 Septembre 2014
- gaboneco.com du 9 Septembre 2014

INTEGRATION SOUS-REGIONALE

La CEMAC lance son comité de stabilité financière

Au lendemain de la crise financière internationale de 2008, plusieurs organismes spécialisés comme le FMI, UEMOA ont créé des mécanismes de veille des risques du système financier national et international.

En 2012 la CEMAC a créé un Comité de stabilité financière de l'Afrique centrale dont les principales missions sont:

- d'analyser les dynamiques du système financier, aussi bien sous-régional que mondial, et les facteurs conjoncturels ou structurels de vulnérabilité ;
- d'alerter les gouvernements et les autorités de régulation sur les pratiques qui lui paraissent dangereuses pour l'équilibre financier et de recommander les améliorations à apporter ;
- d'identifier et de coordonner les actions à entreprendre par ses différents membres pour répondre aux enjeux et défis majeurs.

Mais depuis lors, ce Comité n'était toujours pas opérationnel.

Le 3 septembre dernier, les institutions publiques en charge des questions financières des six pays de la CEMAC, les régulateurs du secteur bancaire (COBAC), du marché financier (COSUMAF), des assurances (CIMA) ainsi que les structures anti-blanchiment (GABAC), se sont réunis à Yaoundé, autour du gouverneur de la BEAC, Lucas ABAGA NCHAMA, dans le cadre de la «session inaugurale du Comité de stabilité financière de l'Afrique centrale.

L'ordre du jour portait sur les avant-projets de textes de la structure et le projet d'action 2014-2015. Ces textes seront adoptés lors de la prochaine session de la Communauté Economique de l'Afrique Centrale.

Sources : agenceecofin.com du 5 septembre 2014

COOPERATION INTERNATIONALE

Visite du chef de l'Etat en Tunisie

La visite du Chef de l'Etat en Tunisie, du 5 au 7 Septembre, a permis de renforcer les rapports Sud-Sud dans un soucis de diversification de partenariats.

Le bilan de ce séjour a donné lieu à la signature de six accords. Ces derniers portent sur les domaines suivants :

- accord de coopération en matière d'assistance administrative mutuelle pour la prévention des infractions douanières ;
- accord de coopération en matière d'évacuation sanitaire ;
- accord de coopération en matière de formation professionnelle et d'emploi ;

- protocole de coopération en matière de recrutement d'enseignants coopérants ;
- accord de coopération en matière de placement et de formation des cadres ;
- accord de coopération dans le domaine de la poste.

Il faut rappeler qu'une dizaine d'accords de coopération ont déjà été signés dans les domaines diplomatique, agricole, sanitaire, éducatif et touristique....

Sources : leconomistemaghreben.com du 6 Septembre 2014

L'Union n° 11624 du 8 Septembre 2014, page 2

L'Union n° 11625 du 9 Septembre 2014, page 3